



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Sécurité de l'environnement industriel**

ARRÊTÉ

**METTANT EN DEMEURE LA SOCIÉTÉ C.A.PRO.GA LA MEUNIÈRE
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS QUI LUI SONT APPLICABLES POUR LE
COMPLEXE CÉRÉALIER QU'ELLE EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE NOGENT-SUR-VERNISSON, LIEU-DIT « LES FIETTES »**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-39-1 et R. 512-69 ;

Vu le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 4718 : gaz inflammables liquéfiés ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 autorisant la Société Coopérative Agricole des PROducteurs du GAtinai (C.A.PRO.GA.) La Meunière à poursuivre l'exploitation de son complexe céréalier situé sur le territoire de la commune de NOGENT SUR VERNISSON, au lieu-dit « Les Fiettes », dans le cadre de l'actualisation de la situation administrative et des prescriptions applicables à l'ensemble des activités de ce même établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2020 autorisant la Société Coopérative Agricole des PROducteurs du GAtinai (C.A.PRO.GA.) La Meunière à poursuivre l'exploitation de son complexe céréalier situé sur le territoire de la commune de NOGENT SUR VERNISSON, au lieu-dit « Les Fiettes », dans le cadre de l'actualisation de la situation administrative et des prescriptions applicables à l'ensemble des activités de ce même établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Christophe CAROL secrétaire général adjoint de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier d'actualisation de la situation administrative et des prescriptions applicables à l'ensemble des activités de cet établissement du 5 mai 2020 ;

Vu le courrier de transmission et le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant et à Madame la Préfète par courrier en date du 6 juillet 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 20 juin 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et de la possibilité dont il dispose de formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 21 juillet 2022 ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 juin 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne réalise pas le contrôle des eaux pluviales avant rejet dans le milieu récepteur ;
- L'exploitant ne réalise pas de contrôle des émissions sonores de ses installations ;
- L'exploitant n'a pas notifié au préfet la cessation des activités de stockage d'engrais solides, de stockage d'engrais liquides et de stockage de produits phytosanitaires au moins 3 mois avant celle-ci, avec les éléments définis au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées l'attestation de mise en sécurité des installations ;
- L'exploitant n'a pas établi ni transmis le plan de gestion des pollutions identifiées du site de Nogent sur Vernisson dont l'échéance était au 30 avril 2022 ;
- En l'absence de travaux de réfection des réseaux de collecte des effluents, l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires ni pour limiter les émissions de polluants ni pour la gestion des effluents afin de prévenir en toutes circonstances l'émission de matières ou substances pour les intérêts prévus à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une mise à la terre opérationnelle des équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) ;
- Les détecteurs de gaz implantés à proximité du réservoir de GPL ne font pas l'objet d'une vérification annuelle pour s'assurer de leur maintien en bon état. L'exploitant ne justifie pas de l'asservissement de l'arrêt des pompes à la détection de gaz et au déclenchement d'une alarme. L'exploitant ne justifie pas de l'asservissement du système d'aspersion à la détection de gaz ;
- Le réservoir aérien de 45 tonnes de GPL ne dispose pas d'un système fixe d'arrosage opérationnel. L'exploitant a déconnecté intentionnellement ce moyen de lutte contre l'incendie du réseau d'alimentation en eau ;

Considérant que les installations concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie ou d'explosion, de nuisances sonores et de pollutions de l'air, des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que l'établissement C.A.PRO.GA La Meunière est implanté dans un environnement sensible, notamment en raison de sa proximité d'une déchetterie ouverte au public, d'une voie ferrée SNCF en exploitation et de la gare de Nogent sur Vernisson ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions du code de l'environnement, des arrêtés ministériels et des arrêtés préfectoraux susvisés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société C.A.PRO.GA La Meunière de respecter les prescriptions et dispositions précitées des arrêtés ministériels et préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1^{er} :

La société C.A.PRO.GA La Meunière dont le siège social est situé 190 bis rue Paul Doumer - BP 50357 - 45203 MONTARGIS Cedex exploitant un complexe céréalier sis au lieu-dit « les Fiettes » sur la commune de NOGENT SUR VERNISSON est mise en demeure :

1) Sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- a) de justifier d'une mise à la terre opérationnelle des équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations), conformément aux règlements et aux normes applicables conformément à l'article 2.8 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé ;
- b) conformément aux articles 2.13.A et 4.2.C de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé,
 - 1) de justifier de l'asservissement de l'arrêt des pompes à la détection de gaz et au déclenchement d'une alarme ;
 - 2) de justifier de l'asservissement du système d'aspersion à la détection de gaz ;
- c) de justifier que le réservoir aérien de 45 tonnes de GPL dispose d'un système fixe d'arrosage opérationnelle conformément à l'article 4.2.C de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé ;

2) Sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- a) de réaliser le contrôle des eaux pluviales avant rejet dans le milieu récepteur conformément aux articles 4.3.11 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2020 susvisé ;
- b) de réaliser le contrôle des émissions sonores de ses installations conformément aux articles 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé ;

3) Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- a) conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :
 - 1) de notifier au préfet la cessation des activités de stockage d'engrais solides, de stockage d'engrais liquides et de stockage de produits phytosanitaires, accompagné des éléments définis au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
 - 2) de transmettre à l'inspection des installations classées l'attestation de mise en sécurité des installations conformément au III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- b) d'établir et de transmettre le plan de gestion des pollutions identifiées du site de Nogent sur Vernisson dont l'échéance était au 30 avril 2022 conformément à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2020 susvisé ;
- c) de réaliser la vérification annuelle des détecteurs de gaz implantés à proximité du réservoir de GPL pour s'assurer de leur maintien en bon état conformément aux articles 2.13.A et 4.2.C de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé ;

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, et dans l'attente de la réalisation des mesures correctives, l'exploitant fait connaître et met en oeuvre les mesures appropriées, sous sa responsabilité, pour prévenir et maintenir une prévention des risques efficace de ses installations en conditions normales d'exploitation ou en situations transitoires et dégradées en cas d'incidents et/ou d'accidents ;

4) Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de prendre les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement et la gestion des effluents liquides afin de prévenir en toutes circonstances l'émission de matières ou substances susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement en procédant à la mise en oeuvre de mesures correctives sur les réseaux de collecte et de traitement des effluents liquides conformément à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé ;

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, et dans l'attente de la réalisation des mesures correctives, l'exploitant fait connaître et met en oeuvre les mesures appropriées pour prévenir l'atteinte aux milieux dans les situations transitoires et dégradées en cas d'incidents et ou d'accidents.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à la société C.A.PRO.GA La Meunière par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4:

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de NOGENT-SUR-VERNISSON, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- 1 AOUT 2022

Fait à Orléans, le

Pour la Préfète et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le secrétaire général adjoint



Christophe CAROL

DIFFUSION :

- UD DREAL
- Société C.A.PRO.GA LA MEUNIÈRE
- Monsieur le Maire de NOGENT-SUR-VERNISSON

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.